

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/13-Centrale-de-Kudankulam-les>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°55 > **Centrale de Kudankulam : les jeunes Indiens n'en veulent pas**

16 janvier 2013

Centrale de Kudankulam : les jeunes Indiens n'en veulent pas

Les chansons que chantent les enfants des environs de Kudankulam ne sont pas anodines : pour qui est cette centrale nucléaire, si les gens à qui elle est destinée n'en veulent pas ? Idinthakarai et les villages voisins se sont jurés qu'un autre Fukushima ne se produirait pas ici.

Vêtue d'un corsage brodé blanc et d'une jupe marron, Mahima, une fillette de 11 ans, chante les paroles inscrites dans un cahier relié de carton vert qu'elle tient dans ses mains. La mort, dit-elle, a pris la forme de la centrale nucléaire de Kudankulam pour détruire son village. Elle exhorte son peuple à s'unir pour combattre ce "démon".

Dans ce petit village d'Idinthakarai dans le district de Tirunelveli, au Tamil Nadu, les enfants ne chantent pas les comptines habituelles ou les chansons des films, mais empruntent leurs mélodies et chantent des chansons écrites en protestation contre le projet nucléaire.

Sur ordre de l'assemblée, Mahima et ses ami(e)s se blottissent sur le terrain proche de l'église de Lourdes Matha - lieu choisi pour le jeûne en relais organisé contre le projet de centrale nucléaire de Kudankulam - pour chanter à nouveau. Chaque enfant sur cette bande côtière vous dira qu'ils ne veulent pas qu'Idinthakarai devienne un autre Tchernobyl ou Fukushima ; ils demandent au gouvernement pourquoi on les force à accepter un projet dont ils ne veulent pas.

Le 1er juillet, 321ème jour de la protestation, des milliers de gens, y compris des enfants, se sont réunis à l'église de Lourdes Matha. Des représentants de plus de 20 organisations se sont adressés aux protestataires, en exprimant leur solidarité avec eux.

Qui a parlé à ces enfants des dangers que représente le projet de Kudankulam ? "Personne", dit Mahima. "J'ai composé ces chansons après que douze personnes aient entamé une grève de la faim de durée indéterminée. Nous avons été informés des effets nocifs du projet de centrale nucléaire en participant aux manifestations de protestation, en regardant la télévision et des documentaires projetés dans notre village."

La première étape de la grève illimitée à Idinthakarai a commencé le 11 septembre 2011. Des jeunes

femmes de 20 à 28 ans ont alors organisé des campagnes dans chaque université de leur district pour recueillir des soutiens contre la mise en service de la centrale nucléaire. Elles ont remis un mémorandum au percepteur du district et tenu une conférence de presse au cours de laquelle 127 personnes se sont mises en grève de la faim.

"Nous sommes allées ensemble, avec nos amies, dans les universités, et nous avons parlé de la centrale nucléaire" dit Shalini, 23 ans. "Avec la permission du directeur de l'université, nous avons emmené les étudiants à un rassemblement devant le bureau des autorités régionales et crié des slogans de soutien aux grévistes de la faim."

Tout a basculé le 19 mars 2012, lorsqu'une ordonnance d'interdiction (1) a été imposée aux villages voisins de la centrale. Le même jour, le gouvernement donnait son aval au projet, alors qu'il avait promis le contraire. Une énorme force armée professionnelle de 5000 personnes a été déployée. Toutes les routes menant à Idinthakarai ont été bloquées ; l'approvisionnement du village en électricité, eau et nourriture a été coupé pendant près de deux semaines.

Sangeeth, un pêcheur de 29 ans, se souvient que la population des villages voisins leur ont apporté des denrées essentielles par la mer, et les ont ravitaillé en nourriture. "Sans leur aide, nous n'aurions pas survécu. Cela a rapproché les villages de la région qui étaient jusque-là toujours à se quereller. Nous veillons maintenant les uns sur les autres", dit-il.

À la suite des ordonnances d'interdiction, des plaintes pour sédition ont été déposées contre des milliers de gens d'ici. Une équipe d'enquête, dirigée par Sam Rajappa, un journaliste chevronné, a indiqué qu'entre septembre et décembre 2011, la police avait déposé 107 FIR (2) contre 55 795 personnes et "d'autres". Parmi elles, 6800 personnes ont été inculpées pour "sédition" et / ou "actes de guerre contre l'État".

"Les gens ont été accusés au titre d'au moins 21 articles du Code pénal indien, 3600 personnes au titre de l'article 121 (actes de guerre contre le gouvernement de l'Inde), et 3200 personnes au titre de la section 124A (sédition). Le commissariat de police de Kudankulam peut revendiquer la douteuse distinction d'être celui où le plus grand nombre d'accusations de "sédition" et "d'actes de guerre contre l'État" a été déposé dans un laps de temps aussi court dans l'histoire de l'Inde coloniale et indépendante", indique le rapport.

Les jeunes ont joué un rôle majeur dans les manifestations. Lorsque l'article 144 du Code de procédure pénale (rassemblement illégal) a été imposé, des jeunes hommes ont passé toute la nuit à alerter les villageois des mouvements de la police, allant jusqu'à planter des buissons épineux autour de la périphérie du village lorsque le coordonnateur du Mouvement populaire contre l'énergie nucléaire (PMANE, People's Movement Against Nuclear Energy), SP Udayakumar, a semblé en danger d'arrestation.

"L'ordonnance d'interdiction de plus de 13 jours imposée à notre village nous a complètement changés. Au lieu des filles, nos sujets de discussion tournent maintenant autour de la politique et de l'environnement. Nous avons projeté des films documentaires sur les dégâts causés par les centrales nucléaires de Tchernobyl et de Fukushima dans sept villages situés près de la centrale, y compris Koothenkuly, Perumanal, Kootapanal, Kootapuli, Periyathalai, Kooduthalai et Uvari. Nous prévoyons de poursuivre notre campagne pour sensibiliser les gens à l'impact environnemental du projet", dit Vivek, un graphiste de 23 ans. Vivek a quitté son emploi à Chennai pour soutenir la campagne.

"L'opposition à la centrale nucléaire continue, avec chaque jour plus de villages qui se joignent à nous. Des villageois de Koothenkuly, Kootapuli et Perumanal ont également rejoint le jeûne en relais", explique Sangeeth.

Un danger imminent

PMANE a souligné que plus de 1,2 millions de personnes vivent dans près de 150 villes et villages dans un rayon de 30 km de la centrale. Cela dépasse les stipulations du Conseil de Réglementation de l'Énergie Atomique. On estime que près de 33 000 personnes vivent à l'intérieur de la zone de stérilisation de 5 km et il sera impossible d'évacuer ces gens rapidement en cas de catastrophe nucléaire. PMANE a présenté un mémorandum au Premier ministre en octobre de l'année dernière mais selon eux le gouvernement ne l'a pas pris en considération.

L'activiste Sathish Kumar, qui a été arrêté et accusé pour "faits de guerre contre l'État" pour avoir soutenu la manifestation anti-nucléaire, souligne qu'aucune consigne de sécurité n'a été respectée lors du montage de la centrale nucléaire de Kudankulam. Il ajoute que, selon l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), le site ne doit pas avoir subi d'éruptions volcaniques au cours des 10 derniers millions d'années.

La région autour du site du projet Kudankulam a connu des secousses volcaniques mineures pendant la période 1998-2001 et le terrain présente des signes d'activité volcanique passée. Un résumé des résultats publiés dans 16 articles de recherche sur le volcanisme près de la centrale nucléaire de Kudankulam (KKNPP) sur terre et dans le golfe de Manna a été inclus dans le rapport du Comité d'experts de PMANE le 12 décembre 2011. Quatre éruptions volcaniques se sont produites dans un rayon de 32 à 75 km du site du réacteur de Kudankulam entre 1998 et 2001. Toutes les éruptions ont eu lieu à proximité de poteaux électriques. La première a eu lieu le 5 août 1998, à Abhishekappatti, à 60 km au nord-ouest de Kudankulam, 45 jours après la présentation du rapport de projet détaillé de KKNPP. La dernière éruption a eu lieu quatre mois avant la pose des fondations. Tous les sites d'éruption sont situés dans des régions nord-ouest/sud-est.

"Lorsque le tsunami a frappé la région en décembre 2004, nous avons pu déplacer tout le monde vers un endroit sûr. Ce qui s'est passé à Fukushima a ajouté à nos craintes. Nous ne voulons pas que cela se produise ici. Pourquoi le gouvernement ne le comprend-il pas ? Il est dès lors de notre devoir de le faire comprendre aux gens", explique Vivek.

Rossary Deepa, 16 ans, ajoute : "Ce projet va détruire nos moyens de subsistance. Nous avons vu comment les politiciens nous ont trahis après avoir remporté les élections. Nous voulons vivre ici et nous ne cesserons pas de protester jusqu'à ce qu'ils ferment la centrale", affirme-t-elle.

Ici, les jeunes ne mènent pas seulement des actions de sensibilisation à l'environnement, ils aident aussi à l'administration du village. Ils ont également l'intention de monter un groupe d'entraide pour aider les femmes à travers un projet de microcrédit. SP Udayakumar reconnaît que les femmes et les enfants ont été la force motrice de cette lutte. "C'est de leur propre initiative qu'ils ont obtenu le soutien des écoles et des universités, attirant ainsi des milliers de jeunes et plus de femmes vers leur cause. Nous n'avons fait que coordonner le mouvement", explique-t-il.

Alors que nous attendions le bus pour quitter Idinthakarai après un séjour de deux jours, des jeunes nous ont demandé de diffuser le message de leur lutte. "Il doit y avoir des gens qui luttent pour de nombreuses causes dans votre État aussi. Parlez-leur de nous. Nous voulons leur soutien, aussi. Il faut que les gens sachent qu'il existe de nombreuses façons de produire de l'électricité, mais pas au prix de la vie des gens et de leurs moyens de subsistance", affirme Sangeeth.

Comment cela a-t-il commencé ?

La construction de la centrale nucléaire de Kudankulam a commencé en 1997, près d'une décennie après que le Premier ministre Rajiv Gandhi et le président de l'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev aient signé un accord intergouvernemental pour la construction des deux réacteurs. Actuellement, deux réacteurs de 1 GW sont en cours de construction par la Nuclear Power Corporation of India Limited (NPCIL) et Atomstroyexport. Le site est appelé à devenir le plus grand complexe nucléaire de production d'électricité en Inde.

Les protestations contre le projet se sont intensifiées après la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en mars 2011. L'opposition des populations locales à la centrale repose sur le fait que plus d'un million de personnes vivent dans un rayon de 30 km autour de la centrale, ce qui dépasse de loin les stipulations du Conseil de Réglementation de l'Énergie Atomique. Une PIL (3) a également été déposée contre la centrale auprès de la Cour Suprême. Les scientifiques ont déclaré que les réacteurs de la centrale de Kudankulam sont sans danger et les craintes de la population locale infondées. Les panels d'experts du gouvernement central et du Tamil Nadu qui ont été mis en place pour évaluer la vulnérabilité du projet lui ont donné un blanc-seing.

S. Senthilir

Source : Postnoon News, 9 juillet 2012, publié sous le titre "In the shadow of Fukushima"

Traduit de l'anglais au français pour le Réseau "Sortir du nucléaire" par Annie Adam Parry

Notes de la traductrice :

1 : Dans le code pénal indien, une ordonnance d'interdiction est une ordonnance émise par les autorités compétentes interdisant certaines choses en vertu de diverses lois (<https://mahapolice.gov.in/mahapolice/jsp/temp/prohibitory.jsp>).

2 : First Information Report : document rédigé par les organisations policières au Bangladesh, en Inde, au Pakistan et au Japon quand elles reçoivent des informations sur la perpétration d'une infraction recevable (Wikipedia).

3 : Une "Public Interest Litigation" (PIL) est une plainte déposée dans l'intérêt du public par un citoyen qui n'est pas directement affecté par les accusés mentionnés dans le procès (www.vsubhash.com/Dictionary_Of_Indian_English.asp).